

## JE MANGE DONC JE SUIS

*Les véritables causes de la crise alimentaire, dont on a surtout parlé en 2008-2009, ne sont pas celles le plus souvent avancées par les médias. Tant au Nord qu'au Sud, un même système broie les agriculteurs tout en les mettant en compétition. Il faut d'urgence retrouver leur vocation première : nourrir leur population et être rémunérés pour cela à un juste prix. Au-delà, c'est le droit des peuples et des Etats à décider de leur politique agricole et alimentaire qui doit être consacré. La souveraineté alimentaire apparaît comme le meilleur chemin pour sortir de la situation de faim et d'injustice qui prévaut aujourd'hui dans le monde. Mais comment mettre en place cette souveraineté alimentaire en tant qu'alternative ? L'ACRF qui travaillera le thème de l'alimentation durant l'année 2010 avait invité Stéphane Desgain, chargé de mission au CNCD, à l'occasion de ses journées d'étude. Il a fourni des éléments de réponse.*

### Souveraineté alimentaire : les conditions de son développement

La première est de bien identifier ses adversaires et ses partisans.

Au nombre des premiers figurent les multinationales qui ont acquis une place très importante dans l'économie. Ce sont elles qui orientent les politiques agricoles tant au Sud qu'au Nord faisant la pluie et le beau temps grâce notamment à un lobbying politique puissant. Les multinationales de la transformation et de la grande distribution ne souhaitent pas modifier leurs pratiques et ce n'est pas le petit air plus vert qu'elles se donnent en vendant quelques produits bio ou locaux qui le contredira. Puisqu'elles sont devenues pratiquement incontournables, il faudra créer de nouvelles forces pour traiter avec elles et négocier, par exemple les contrats avec les agriculteurs.

Il y a aussi les agriculteurs poussés à grandir toujours plus et à investir et qui ne peuvent plus freiner le mouvement. Plus, plus vite et moins cher ! Beaucoup d'entre eux sont aujourd'hui gagnés par le désespoir. Le nombre de suicides a considérablement augmenté dans ce secteur. Il va falloir les soutenir pour éviter de nouveaux drames sociaux.

Il y a également les syndicats qui défendent l'emploi. Il faudra discuter avec eux et trouver des solutions pour les personnes qui travaillent dans les multinationales, le plus souvent dans des conditions difficiles comme les caissières dans la grande distribution. Il faut lutter contre la monopolisation du secteur de la distribution par la grande distribution et défendre les magasins qui proposent un autre type de distribution et des emplois de qualité ; ils doivent pouvoir bénéficier d'un soutien public. Aujourd'hui, la grande distribution arrive à détourner des fonds publics, c'est inacceptable, clame Stéphane Desgain.

Au nombre des adversaires, il faut ajouter la finance qui ne demande que la continuité du système actuel. Là encore, il faudra construire un rapport de force.

Parmi les alliés, on trouve une série d'associations : celles qui s'occupent d'environnement, de droits humains, de droits des femmes, de droits des consommateurs, d'éducation permanente, etc. Les choses bougent de plus en plus en Belgique mais aussi en France, en Italie et ailleurs.

## **Jusqu'à l'action politique...**

Le milieu agricole a pris conscience de la nécessité de collaborer avec d'autres comme les associations de consommateurs par exemple.

Les défenseurs de la souveraineté alimentaire savent qu'ils ont face à eux des structures extrêmement puissantes et qu'il leur faut être forts pour les affronter et pour peser sur les politiques en vigueur. De leur côté, les citoyens sont de plus en plus informés et beaucoup parmi eux modifient leur façon de consommer et réévaluent leur rapport à l'agriculture ; ils se regroupent en mouvements, quartiers, etc. Nombre d'initiatives voient le jour : on privilégie les achats à la ferme, cultive son jardin, achète bio ou local. C'est bien, remarque Stéphane Desgain, mais cela ne suffit pas!

Si on s'en tient à ces seuls gestes concrets, le système continue à fonctionner : on achète son beurre chez l'agriculteur voisin mais que se passe-t-il pour tous les autres agriculteurs ? On cultive soi-même ses fruits et ses légumes mais en quoi le système s'en trouve-t-il mis en question ? Un bon exemple nous vient des Etats-Unis où la communauté Hamish vit on peut plus dans le concret. Elle a banni téléphone, armes, voiture, etc. mais en quoi cette façon de vivre a-t-elle empêché les Etats-Unis de faire la guerre et de peser aussi lourdement sur la planète ? Les Hamishs vivent dans le concret mais ne font pas de politique et on voit l'état de leur pays : inégalités profondes, pauvreté, violence...

Il faut porter l'action jusqu'au politique et s'unir pour constituer une véritable force populaire de changement. C'est ainsi seulement que l'on parviendra à faire changer le système. Chacun de nous peut interpellier ses mandataires politiques et leur demander d'avoir assez de courage pour défendre un autre avenir et stopper l'hémorragie dans l'agriculture. Au-delà de cette attitude, il y a le travail collectif qui permet aux petites et grandes organisations d'agir de concert, chacune avec leurs compétences.

## **Un projet de société cohérent...**

Il est important de défendre un projet de société qui soit cohérent. Acheter du bio qui serait fabriqué en Chine par des travailleurs qui ont faim n'a pas de sens. La grande distribution n'en fait pas mystère : vendre de tels produits lui permet d'augmenter ses bénéfices, peu lui importe d'où ils viennent et les conditions dans lesquels ils sont produits. Ne tombons pas dans le piège de la labellisation !

Il n'est pas cohérent non plus de faire venir de Chine par exemple des fruits et des légumes qui sont produits en Europe. La Chine connaît une crise alimentaire dans la mesure où le pays manque de terres pour nourrir un milliard quatre cents millions d'habitants. Le plus urgent pour elle n'est donc pas de produire du bio qui sera vendu aux nantis du Nord mais de nourrir sa population. De la même manière, quel est l'intérêt de faire circuler des produits agricoles autour de la planète, si ce n'est celui des multinationales ? Il est indispensable de recréer des liens avec nos producteurs et de relocaliser la production.

Avec la disparition du pétrole, les voitures circuleront à l'éthanol, fabriqué à partir du blé. A ce moment-là, il faudra choisir : rouler ou manger ! Il faudra établir des quotas par individu, mais si on laisse faire le marché, ceux qui ont les moyens pourront continuer à gaspiller l'énergie. Une décision collective sera indispensable pour obliger ceux qui consomment n'importe comment à réduire leur consommation et pour pouvoir réserver l'énergie à ce qui est essentiel.

Certains se demandent parfois si la tâche n'est pas trop grande. Comment s'opposer aux puissantes multinationales ? Comment lutter contre un système qui crée la faim et les inégalités ? Pour Stéphane

Desgain, perdre l'espoir, c'est déjà les laisser gagner dans nos esprits. Or, des campagnes comme celles menées par Vêtements Propres par exemple pour défendre les droits des travailleurs du textile n'ont pas hésité à questionner les pratiques de grosses entreprises avec un impact positif sur les conditions de vie de milliers d'hommes et de femmes. qui ont questionné les pratiques de pas mal d'entreprises. Des batailles sont parfois perdues à court terme mais le temps joue pour ceux qui croient au changement. Il faut conserver intacts la volonté et l'enthousiasme.

Si aujourd'hui encore, grâce à un travail intense de lobbying, ils sont montrés du doigt et considérés comme des extrémistes, le temps finira pas leur donner raison. Il y a des années que des organisations comme Oxfam, Entraide et Fraternité et d'autres réclament une régulation de l'agriculture. Aujourd'hui, l'ensemble des pays de l'Union européenne considèrent qu'elle est devenue indispensable.

Demain, il faudra produire autrement et respecter les autres populations de la planète, c'est ainsi qu'on évitera une violence bien plus grande que celle que nous connaissons aujourd'hui.

Anne Vanhese, journaliste à l'ACRF - Plein Soleil

**L'ACRF souhaite que les informations qu'elle publie  
soient diffusées et reproduites ;  
n'oubliez pas dans ce cas de mentionner la source.**

Avec le soutien de

